



**Pratiques politiques:
expériences des candidats
à l'élection législative de 2013**

RALAMBOMAHAY Toavina
Août 2014



Sommaire

Présentation et canevas	3
Jaosenga Clément Fabrice BETOTO	4
Mamy RABENIRINA	6
Toavina RALAMBOMAHAY	8
Diamondra Mamy Hanitriniala RANDRIANARISOA	12
Tsiory Andriamparaniarivo RANDRIANARIVONY	15
Mbohoahy TSIBARA	17
Analyses	20
Conclusion	26
Publications des sortants Y L T P et R J T	28



Présentation et canevas

Ce Policy Paper est relatif aux pratiques politiques. Ce thème étant très large, concernant plusieurs étapes de la vie politique (idéologie, entrée en politique, pré-campagne, Campagne, Après élection, Relation de la politique avec différents milieux comme le religieux, le monde des affaires, la société civile etc.), il a été choisi de faire témoigner des citoyens formés par la Friedrich-Ebert-Stiftung dans le cadre du YLTP (Youth Leadership Training Program), qui se sont investis dans la politique de manière officielle en se portant candidats aux législatives de 2013.

Chaque auteur de ce Policy Paper a reçu le canevas ci-dessous. Ils ont été libres d'y répondre, d'ajouter des rubriques relatives à leur expérience en pratique politique. Le format de rédaction n'a volontairement pas été harmonisé. Les témoignages apparaissent par ordre alphabétique en fonction du nom.

CANEVAS « PRATIQUES POLITIQUES : EXPÉRIENCES DE CANDIDATS À L'ÉLECTION LÉGISLATIVE DE 2013 ».

A- Projet de société

- Pour être candidate, votre entité avait-elle un projet de société ? ou vous-même si vous étiez indépendant.
- Comment l'auriez-vous mis en œuvre ? auriez-vous pu avoir la majorité absolue pour le mettre en œuvre ?
- Vous qualifiez-vous de Gauche, Centre, ou Droite, ou autre chose ?

B- Prise de décision

- J'ai été sollicitée par un parti (ou un groupe).
- J'ai été sollicitée par mon parti.
- Je me suis proposée à mon parti (ou à un groupe).
- Je me suis proposée à un parti.
- J'ai décidé de me présenter sous mes propres couleurs.
- Autre ou récit détaillé

C- Financement du parti

- Du parti.
- De ma poche.
- D'une levée de fonds privée.
- D'une levée de fonds publique.

D- Relations publiques

- Avec les électeurs :
 - Aviez-vous un programme ? comment l'aviez-vous diffusé ? (rencontres, internet, médias)
 - Aviez-vous offert des gadgets ?
- Avec les alliés politiques
- Avec les médias :
 - Aviez-vous payé des journalistes sans factures ?
 - Aviez-vous acheté des publi-reports, donc avec factures ?
- Avec votre équipe de campagne :
 - Aviez-vous payé votre équipe ?
 - Aviez-vous tenu compte du genre ?
 - Hommes/Femmes
 - Appartenance ethnique
 - Personnes en situation de handicap
 - Aviez-vous un chef de campagne ?
 - Aviez-vous un premier ministre à proposer en cas d'élection ?

E- A propos des candidats :

- Avant les élections, vous considériez-vous comme un Homme politique ? si oui, quels sont les éléments qui font de vous un Homme politique ?
- Après les élections, en cas d'échec, vous continuerez à être des hommes politiques ?
- A votre avis : le nombre de candidats était raisonnable ou pléthorique.
- Aujourd'hui, élu ou non, êtes-vous partisan ou opposant au régime actuel découlant des élections auxquelles vous avez participé



Pratiques politiques de candidats à l'élection législative de 2013

Jaosenga Clément Fabrice BETOTO

A-Projet de société

Pour être candidat, votre entité avait-elle un projet de société ? ou vous-même si vous étiez indépendant

Je suis membre du Parti Vert de Nosy Be. Mon parti a un projet de société qui est celui du Parti Vert Hasin'i Madagasikara « Terre - Eau - Environnement »

Vous qualifiez-vous de Gauche, Centre, ou Droite, ou autre chose ?

Par définition nous sommes écologiques !

B- Prise de décision

Vous êtes-vous proposé à votre parti ou avez-vous été sollicité ?

Je me suis proposé à mon parti.

D-Relations publiques

Avec les électeurs :

Aviez-vous un programme ? comment l'avez-vous diffusé ? (rencontres, internet, médias)

Oui, j'avais un programme. Celui de faire de Nosy-Be une vitrine écotouristique de Madagascar et dans l'Océan Indien de par la richesse et la diversité de ses ressources et biodiversité marines et côtières, pour que sa population vive en harmonie avec son environnement naturel, lui conférant un développement économique et social durable. Et celui également de faire entendre la voix du peuple malgache.

Comme moyen de communication nous avons utilisé les réseaux sociaux comme Facebook, les médias comme les chaînes de radios et télévisions locales, les rencontres avec les décideurs locaux (comme la Royauté Sakalava, les administrateurs, les entrepreneurs économiques, les organisations sociales, les banques) et avons créé des groupes de discussions avec la population locale.

Aviez-vous offert des gadgets ?

Non, aucun gadget n'a été distribué

Aviez-vous payé des journalistes sans factures ?

Non, à aucun moment.

Aviez-vous acheté des publi-reportages donc avec factures ?

Oui, nous en avons fait.

Avec votre équipe de campagne :

Aviez-vous payé votre équipe ?

Non, nous étions une équipe de bénévoles



Aviez-vous tenu compte du genre ?

Hommes/Femmes -

Oui, le second suppléant était une femme

Appartenance ethnique

Oui, cela a été pris en compte

Personnes en situation de handicap ?

Oui, j'ai travaillé avec une association locale pour handicapés.

Aviez-vous un chef de campagne ?

En effet, nous en avions.



Aviez-vous un premier ministre à proposer en cas d'élection ?

Oui, cela a été prévu.

E- À propos des candidats :

Avant les élections, vous considérez-vous comme un Homme politique ? si oui, quels sont les éléments qui font de vous un Homme politique ?

Oui, j'ai une éthique et je fais partie d'un parti politique. En me portant candidat à Nosy-Be, j'avais et j'ai toujours la volonté de faire le bien pour la communauté. Je travaille toujours pour être un BON Homme politique.

Après les élections, en cas d'échec, vous continuerez à être des hommes politiques ?

Oui, sans hésitation.

A votre avis : le nombre de candidat était raisonnable ou pléthorique.

Pléthorique, bien sûr. Cela a été la majorité des cas pour plusieurs circonscriptions pour ces élections législatives 2013, et même présidentielle.

Aujourd'hui, élu ou non, êtes-vous partisan ou opposant au régime actuel découlant des élections auxquelles vous avez participé

Je ne me prononcerai pas pour l'instant. Cela mérite réflexion.

Fiche candidat :

Nom et prénom : Jaosenga Clément
Fabrice BETOTO (35 ans au moment de la candidature)
Nom de la liste : Parti Vert Hasin'iMadagasikara
Circonscription (et province) : DIANA,
NOSY BE
Résultats : 10^{ème} sur 20 candidats



Pratiques politiques de candidats à l'élection législative de 2013

Mamy RABENIRINA

A- Projet de société

Pour être candidat, votre entité avait-elle un projet de société ? ou vous-même si vous étiez indépendant –

OUI, nous avons un projet de société

B- Prise de décision

Avez-vous été sollicité par votre parti ou vous êtes-vous proposé pour être candidat

J'ai été désigné et proposé par les militants de base de mon parti. J'ai été maire depuis plusieurs années.

C- Financement du parti

Le parti a financé la campagne de tous ses candidats.

D- Relations publiques

Avec les électeurs :

Aviez-vous un programme ?

Certainement! nous avons organisé des rencontres et sommes allés vers les médias.

Aviez-vous offert des gadgets ?

Oui, principalement des articles scolaires non personnalisés.

Aviez-vous payé des journalistes sans factures ?

Oui, c'est arrivé.

Aviez-vous acheté des publi-reportages donc avec factures ?

Oui, nous l'avons fait.

Avec votre équipe de campagne :

Aviez-vous payé votre équipe ?

Non, nous n'avons payé personne

Aviez-vous tenu compte du genre

(Hommes/Femmes) ?

Non, pas cette fois-ci.

Aviez-vous tenu compte de l'appartenance ethnique ?

Non, pas du tout.

Aviez-vous tenu compte des personnes en situation de handicap ?

NON, nous ne l'avons pas fait.

Aviez-vous un chef de campagne ?

OUI, nous en avons.

Aviez-vous un premier ministre à proposer en cas d'élection ?

NON, ce n'était pas prévu

E- À propos des candidats :

Avant les élections, vous considérez-vous comme un Homme politique ? si oui, quels sont les éléments qui

font de vous un Homme politique ?

Ma participation aux dernières législatives a été prévue et préparée depuis 2003, période à laquelle j'ai été élu Maire pour la première fois. Les stratégies et lignes de conduite ont été adoptées et mises à jour de façon plus politique.

Après les élections, en cas d'échec, vous continuerez à être un homme politique ?

Un échec à une élection pourrait bien faire partie des étapes d'une vraie carrière politique. D'ailleurs, j'avais échoué à ma toute première épreuve électorale en 2002.





A votre avis : le nombre de candidat était raisonnable ou pléthorique.

Tout était prévisible : au départ de la course, des indépendants composés d'opérateurs économiques ainsi que des « frustrés » de partis dominant en nombre par rapport aux candidats issus des formations plus politiques, et dont les 80% ne gagnent chacun que 4% des suffrages exprimés tout au plus. Personnellement, je pense qu'il y a eu beaucoup trop de figurants sur scène ...

Aujourd'hui, élu ou non, êtes-vous partisan ou opposant au régime actuel découlant des élections auxquelles vous avez participé

Etant membre d'un parti politique, une position commune est adoptée.

Fiche candidat :

Nom et prénom : Mamy RABENIRINA

Nom du parti : « Zanak'i Dada »

Résultats : élu dans la circonscription d'Ambohidratrimo



Pratiques politiques de candidats à l'élection législative de 2013

Toavina RALAMBOMAHAY

À nos yeux, pour être candidat, il fallait avoir fait un minimum de politique et appartenir à une entité politique. Si, depuis toujours, nous avons assumé faire de la politique en le disant publiquement¹ ou en soutenant, par des explications, des idées politiques en débat et, bien sûr, en étant dans la vie professionnelle un consultant² ; en avril 2013, nous avons établi un contact avec un parti qui était proche de nos idéaux pour préparer les élections, mais des élections après seulement le sommet à quatre élargi.

Personnellement, nous avons toujours condamné les arrivistes en politique. C'est-à-dire, ceux qui se trouvent comme un mérite de n'être pas un politique mais un technicien, un simple citoyen apolitique, un artiste, un évangéliste, un businessman, ou un membre de la diaspora etc. et qui, tout d'un coup, parce qu'ils ont fait un tube célèbre, ou qu'ils sont devenus une vedette des médias par des analyses prétendument apolitiques (objectives et neutres³), ou qui ont fait des œuvres sociales, deviennent ministre, maire, membre, par nomination politique, dans le (pouvoir ou autorité) judiciaire⁴ ou même numéro 1 de Madagascar !

¹ Par exemple, in article « Ecrire est une manière de faire de la politique » de L'express de Madagascar du 14 janvier 2012 par DomoinaRatsara ou encore lors du TEDx en 2012 (cf. brochure TEDx).

² Depuis 2006, à la Friedrich-Ebert-Stiftung, Saha Intercoopération Suisse, auprès de quelques partis politiques, etc.

³ Personnelles ou collectifs dans des entités qui se prétendent apolitique

⁴ En France ou aux Etats-Unis, les membres des Cours nommés de manière politique sont des citoyens politisés.

Pro-sommet, donc anti-élections⁵, nous nous sommes décidés à lancer notre candidature quand nous avons enfin compris que le sommet était impossible car même Marc Ravalomanana ne faisait rien pour que ce sommet se tienne⁶. L'élection était inévitable et il n'y avait plus qu'à y participer pour pouvoir s'exprimer dans le moment et pour l'avenir.

Mais les négociations avec ledit parti n'ont pas abouti. Il s'agissait de l'idéologie de l'équipe de campagne et du financement. À nos yeux, il était insensé de se présenter à des législatives si ce n'était pas pour ambitionner de former un gouvernement. Il faut donc une idéologie, une vision et un programme général de l'Etat. Il fallait donc aussi une équipe et un chef de campagne qui deviendrait chef du gouvernement. Et enfin, un système de financement.

La date de dépôt de la candidature à la législative ayant été reportée au moins quatre fois⁷, cela nous a permis de négocier longuement avec le parti. Par précaution, pour permettre un dépôt de candidature, les dossiers ont été ficelés même avant un accord éventuel avec le parti⁸. Le vendredi avant la date limite de dépôt (le lundi qui suivait), aucun accord n'ayant encore été trouvé, il fallait une prise de décision per-

⁵ Dans des conditions que nous estimions désastreuses (positions expliquées par exemple lors de la conférence débat des YLTPiens (DATA) d'avril 2013 devant Béatrice Attalah et Fatma Samoura, respectivement président de la Commission Electorale Nationale Indépendante de la Transition et coordinateur du Système des Nations-Unies à Madagascar

⁶ Article « Rajoelina égale Ravalomanana » in L'Express de Madagascar du 3 septembre 2013.

⁷ (En fonction de celle des présidentielles prévue le 8 mai, le 20 juillet, au mois d'octobre et enfin le 20 décembre 2013)

⁸ Un dossier avec le parti était créé d'un commun accord en même temps que les négociations se déroulaient mais en parallèle, une association dénommée Humaniste et Ecologique était créée le 22 août 2013 pour parer à un échec des négociations, après fut-elles, mais aussi à une participation de Marc Ravalomanana aux élections.



sonnellemais en même temps, il y avait encore du temps pour continuer à négocier puisque la campagne ne commencerait qu'à la fin novembre si élection il y avait (...). Le choix était :

- Soit de présenter une candidature en « indépendant », ce qui est insensé⁹,
- Soit espérer un déblocage des négociations avant la campagne et donc figurer dans la liste du parti même en ne portant pas son étiquette mais en étant reconnu comme faisant partie intégrante
- Soit ne pas se présenter et se taire devant le cours de l'histoire.

La décision était prise le lundi, dernier jour du dépôt de candidature et à la dernière heure¹⁰. Il fallait alors donner un sens à cette candidature (jusqu'à « indépendante »...). Nous avons alors officialisé le projet de société de l'association créée en août 2013, celui-là même qui a été soumis au parti évoqué auparavant¹¹.

Les négociations ayant échoué, la candidature était alors réellement « indépendante »...le vin tiré, il fallait le boire !

Mais de bon cœur, car c'était donc une première entrée officielle en politique, défait de tout lien avec les partis existants. La démarche est donc un engagement politique qui subsisterait après les élections quels que soient les résultats. Il ne s'agira donc pas d'exister le temps d'une élection ce qui serait preuve de vedettariat propre au citoyen qui est candidat et, qui pourtant ne se définit pas en Homme politique, mais en artiste, en bienfaiteur social,

⁹ Le Sefafi partage cet avis et nous souscrivons à leurs explications. « Présidentielles de 2013 : bilan du 1er tour », 4 novembre 2013.

¹⁰ Dépôt de candidature évoquée sur la chaîne TV+ du lundi 23 septembre 2013.

¹¹ Résumé paru dans le spécial L'Express du 26 juin 2010 développé dans Position de principe pour un Projet de société. Association Humaniste et Ecologique, disponible.

en businessman ou autres (et disparaître en tant qu'Homme politique après les élections).

Du coup, le programme a ainsi vocation à être réalisé sur un long terme et non au lendemain des législatives, comme il se devrait dans une situation normale.

Il fallait alors commencer à financer le parti. Il fallait diffuser le projet, enregistrer les adhérents. Une levée de fonds publique était entamée le 23 novembre 2013 un peu avant l'ouverture de la campagne¹². Nous avons récolté 400.000 Ar pendant la journée (...). Cette pratique politique n'était pas comprise par tous¹³. À la fin de

¹² Nous y avons vendu notre projet de société, les livres du candidat, des t-shirt en pré commande, de l'alimentation générale vendue par des sympathisants (jus, sandwich etc.) et installé une tirelire.

¹³ « Revisez vos notions de démocratie. Dans AUCUN pays démocratique, quel qu'il soit, aucun candidat à une élection au suffrage universel n'est financé directement par les électeurs. au pire, les électeurs peuvent faire des dons à un parti dont ils sont membres, jamais de gré à gré avec un candidat en direct. C'est le monde à l'envers. Déjà que ce sont les impôts et les taxes perçues auprès des citoyens qui payent les salaires et autres avantages des élus une fois qu'ils ont été élus, il faudrait en plus que maintenant, nous, citoyens on paye pour que vous puissiez accéder au pouvoir ?? tout ça parce que vous vous cachez derrière un projet qui peut nous être bénéfique ? Mais c'est de votre DEVOIR d'avoir un programme et un projet à présenter à ceux qui votent pour vous. Ce n'est pas une FAVEUR que vous nous faites. Vous voulez que l'on vous remercie aussi ??? Si c'est comme cela que vous voyez la relation élu/électeur, vous n'êtes pas digne de représenter le peuple. Rehefalaniano dia manome vola izahay (@ alalaninyzayhetraalohanay @ fanjakana), fa izahaykosatsyandoha vola mbahafahanao ho lanysolombavam-bahoaka. Sady @ izaosikamiresakaizaoaloha dia tsymatokympa-naopolitikaizanyizahay ra mbolaetoMadagasikara e. Rehefalaniano, miasàtsara dia ho hitany @ manaraka » le 16 novembre 2013, 20:58 par Clark Rakotoarison sur « Autre manière de faire campagne » <https://www.facebook.com/photo.php?fbid=10151775159898947&set=t.607798946&type=3&theater> (lien de mon profil, fautes non rectifiées pour gage d'authenticité)



la campagne, nous avons récolté 6 millions Ar¹⁴ en espèces ou chèques ; obtenu des aides en nature comme quelques centaines d'affiches photocopiées par des personnes compréhensives avec leurs propres imprimantes, des coups de main pour coller des affiches, un matériel de sonorisation complet pour la levée de fonds, 3.000 affiches et 3 000 affiches-prospectus de l'association Masah avec qui nous avons eu une entente, l'aide d'un jeune lycéen et son scooter à chaque fois que cela lui était possible, de quatre voitures légères conduites par leurs propriétaires qui ont contribué à distribuer des cartes de visite et coller des affiches¹⁵, un minibus d'un ami qui en plus a mis 15 litres de carburant pour deux jours et deux nuits, de la publicité GRATUITE dans les médias dont les propriétaires trouvaient un bienfondé dans notre candidature¹⁶ etc. À aucun moment nous n'avons payé les journalistes ! Nous avons fait

¹⁴ Dont 150 euros, 35 euros et 10 euros venant de Malgaches de l'étranger. Ce sont les 150 euros qui nous ont permis de louer la salle pour la levée de fonds. Chaque donateur identifié a reçu un « Reçu » de l'association en bonne et due forme. Ceux qui ont versé leur contribution dans la tirelire n'ont bien entendu pas reçu de Reçu.

¹⁵ Pendant trois nuits

¹⁶ Deux radios dont une pendant TOUTE la campagne et l'autre durant les quatre derniers jours de campagne, une chaîne de télévision une fois dans son journal.

un seul publi-reportage vu nos moyens¹⁷ ! Nous avons vendu les Tee-shirts¹⁸ et non partagé, démarche incomprise par les électeurs habitués à en recevoir¹⁹. Nous avons utilisé le mass-mailing et Facebook dans les limites du possible.

Kandida
TOAVINA HUMANISTE ET ECOLOGIQUE
Fikambanana mandala ny mahaolona
s'y mihainy ny fombio isianina

✓ Iatrika ny fanontaniana momba ny Vina.
Levée de fonds

✓ ININFRA Alarobia face Lycée Technique près de la
CENI-T le samedi 23 novembre 2013 de 11h à 18h.

28 TANA V 2013

A- Petit salon où les candidats expliqueront le projet en permanence de 11h à 18h
B- Vente : tous les bénéfices seront versés à l'Association Humaniste et Ecologique.

1- Contribution importante (prise en charge indemnité de délégués de BV, de poseur d'affiche, de carburant, de sono, QC etc.)
2- Tirelire pour monnaie et chèque
3- CD contenant projet de société : 5.000 Ar
4- Version Papier du projet de société : 5.000 Ar
5- Commande de T-Shirt : 8.000 Ar
6- Livres politiques écrits par le candidat :
• Tableaux de science politique, Edition Jeune Malgache, Tana 2009 : 10.000 Ar
• Madagascar dans une crise interminable, Edition L'Harmattan, Paris 2011 : 70.000 Ar
• Comparatif Madagascar-Maurice Edition L'Harmattan, Paris 2013 : 100.000 Ar
7- Livres écrits par les amis de l'Association :
• Les aventures de Zoto : 10.000 Ar
• Ny lalana nodiavin'i Zoto : 10.000 Ar
• BD en NB : 5.000 Ar
8- Alimentation générale faite par les entrepreneurs amis de l'association
9- Artiste bénévole
10- Karaoke
C- Fiche d'inscription (Photocopie 1000 ar) en tant que :
a. membre cotisationJan
b. Colleur d'affiche bénévole dans le Fokontany :
c. Délégué dans les Bureaux de vote le 20 décembre 2013 dans le FokontanyN° du B.....
d. Maire à cotisationJan
e. Conseillers municipaux à cotisationJan
f. Conseillers régionaux à cotisationJan
g. Conseiller provinciaux à cotisationJan
h. Chef fokontany à cotisationJan
i. Président de la République cotisationJan
j. Sénateur à cotisationJan

L'équipe de campagne était composée de 30 personnes convaincues qui travaillaient bénévolement, donc pas en permanence. Notons que parmi nos candidats figuraient des citoyens non originaires de la province d'Antananarivo et qu'il est dommage qu'il n'y ait eu qu'une seule femme dans la liste²⁰. Personne n'était rémunéré et nous nous servions de l'argent récolté pour payer nos repas du midi à raison de 15.000 Ar environ pour 3 à 7 personnes pendant 20 jours (et trois nuits) et imprimer 80.000 cartes de visite utiles pour le porte-à-porte²¹.

Ma famille et mon couple ont mis au plus 2 millions Ar dans ces 6 millions. Le premier million ayant été

¹⁷ Donc avec facture et surtout pas en corrompant.

¹⁸ 22 T-shirts ont été vendus à 8.000 Ar l'unité. Ce qui nous a permis d'imprimer 100 t-shirt en ponctionnant sur les 6 millions Ar.

¹⁹ Articles « Les personnes priment sur les idées », par Sandra R. de La Vérité du 21 octobre 2013 ; « Des citoyens ont peut-être vendu leur engagement publics mais pas leur conscience » du 2 novembre 2013 par Teholy Martin dans l'Observateur ou sur le journal TV+ le 7 décembre 2013.

²⁰ Faute de préparation vu les tergiversations sur la candidature ou non et aussi le manque de femmes souhaitant entrer en politique.

²¹ Il y a 143.330 électeurs à Tana V et 72.260 votants dont 69.601 votes exprimés (Source : HCC).



dépensé avant même la campagne pour les frais de candidature²².

Sur le plan personnel c'était une expérience constructive. La ville se coupe au moins en deux.

D'un côté, nous avons vu l'état de délabrement, non pas du pays profond, mais de TANA V ! Les hommes jouaient aux dominos un lundi à 10h ! Les enfants couraient de partout pendant les jours ouvrables, les jeunes désœuvrés se proposaient à faire notre campagne moyennant 3.000 Ar, une cour contient cinq maisons ; dans chaque maison au moins deux familles ; et chaque famille au moins quatre personnes, dont au moins deux électeurs... En tout, en 20 jours, nous estimons avoir fait en porte-à-porte au moins 20.000 foyers ! La promiscuité est effarante. L'insalubrité incroyable avec des petits-chemins faits de pontons où vous entendez le ruissellement des dalles sur 500m ! Des maisons où cohabitent hommes- femmes- veaux- vaches et cochons !

Durant le porte-à porte²³, l'on me disait : « tena tsy miankina enao ? ireny mihitsy no tadiavinay »²⁴ ; « olom-baovao ohatranao mihitsy no tadiavina »²⁵ ; « tanora mihitsy no ilaina »²⁶.

De l'autre côté, un ghetto blanc avec des villas super-luxueuses, des véhicules rutilants, de quoi avoir en permanence en tête la philosophie de l'Humanisme et l'envie de faire quelque chose pour le pays.

²² 400.000 Ar par exemple pour la caution, plus les frais administratifs divers et menus frais.

²³ Malheureusement, les citoyens ne veulent plus d'hommes politiques, ils veulent choisir des artistes, des bienfaiteurs sociaux, des businessmen. Encore une fois, il n'y a rien de mal à ce que des laitiers, des DJ, des marins, des médecins, des instituteurs ou encore des experts- comptables soient ministres etc. pourvu qu'ils aient un engagement politique minimum au préalable.

²⁴ « Vous êtes vraiment indépendant ? C'est ce qu'il faut »

²⁵ « Il faut vraiment un homme nouveau »

²⁶ « Il faut vraiment des jeunes pour ce pays »

Le discours des citoyens (aisés ou non) étaient déplorables :

- « Mametraha kely e ! », « ngah tsy misy casquette ? »²⁷
- « Aza hadinoina izahay rehefa lany enao, mba amboary ny tatatra e! »²⁸

Au bout de 15 jours, je m'emportais et répondais vertement « Madame, si vous le voulez, je prendrais en charge toute votre vie et vous n'aurez plus à travailler pour le restant de vos jours, mais ce n'est pas le but ! Venez travailler avec moi ! Nul autre que vous ne connaît vos besoins ! Je ne peux pas les deviner même une fois élu ! ».

Est-il possible d'aider son prochain uniquement en faisant de la charité ? Non ! Comme le dit Vanf « Tant qu'il y aura des Pères Pedro, ce sera toujours notre propre échec »²⁹. Il faut faire de la politique. Très peu de Malgaches aujourd'hui croient en le pouvoir de la politique de changer les choses, et pourtant...

Fiche candidat :

Nom et prénom : Toavina Ralambomahay (32 ans au moment de la candidature).

Nom de la liste : Humaniste et écologique (association)

Circonscription (et province) : Antananarivo V
Résultats : 0,70% ; 484 voix ; 12^{ème}/31 candidats

Position politique aujourd'hui : Premier opposant au régime de M. Hery Rajonarimampianina. Déclaration faite le 17 février 2014, récépissé N°80.138 au nom de l'association en attendant de réunir 200 personnes pour fonder le parti.

²⁷ « Laissez-nous un peu d'argent ou donnez-nous une casquette ! »

²⁸ « Ne nous oubliez pas une fois que vous êtes en haut, réparez les caniveaux ». A ce propos, le rôle d'un député est très mal connu.

²⁹ Nous avons aussi écrit une lettre au Père Pedro à ce sujet (3 janvier 2013) en réaction à son livre « Père Pedro, Combattant de l'espérance », chez Pocket.



Pratiques politiques de candidats à l'élection législative de 2013

Diamondra Mamy Hanitrinala
RANDRIANARISOA

PRISE DE CONSCIENCE

Issue d'une famille humble, d'un petit village appelé Tsarahonenana dans la commune de Fenoarivo, district d'Atsimondrano, région Analamanga, j'ai effectué un parcours loin d'être facile.

J'ai bénéficié d'un enseignement « gratuit » en classe primaire (EPP Tsarahonenana) et secondaire du premier cycle (CEG Fenoarivo). Enseignement de l'époque, que je qualifie de compétitif et de qualité.

En vivant au cœur de la vie paysanne, je me suis familiarisée aux divers problèmes quotidiens des gens de la campagne. Parmi ces problèmes, par exemple l'éducation qui est devenue non seulement payante, mais pire, qui a vu la détérioration de la qualité de l'enseignement. Oui, les services publics sont devenus payants actuellement, aussi bizarres que cela puisse paraître. Droit d'inscription, salaire des maîtres FRAM, etc. chaque parent doit s'acquitter entre 10 000 Ar à 20 000 Ar chaque année.

Certes, pour certains parents, ce n'est pas considérable pour un investissement dans l'avenir des enfants, mais nous sommes-nous demandés de quoi ils vivent ? Combien gagnent-ils dans l'année ? Quels risques, quelles

pertes encourent-ils chaque jour et chaque nuit avec l'insécurité régnante ?

Mais mettons les chiffres de côté, et parlons de la qualité de l'enseignement. Les enfants des écoles publiques reçoivent-ils vraiment l'enseignement et l'éducation nécessaires pour être compétitifs ? Nous savons tous la réponse. Pour moi c'est un système d'appauvrissement ou tout simplement un système « inhumain ». Le constat est le même dans le domaine de la santé. Mais qui blâmer ? Les enseignants ? N'ont-ils pas la volonté de mener à bien leurs obligations ? Ou faut-il se soucier de leur situation aussi ? C'est-à-dire de la détérioration de leur niveau de vie ?



Les parents ? Ne rêvent-ils pas d'avoir des descendants avocats ? Médecins... ? C'est en constatant ces misères, ces injustices, ce grave danger auquel sont exposés mes compatriotes, la population de mon district composé de 26 communes rurales, que je me suis présentée aux élections législatives de

2013. Je me suis dit que c'est l'un des moyens, et non le seul, pour que je puisse apporter ma contribution à corriger ces injustices ; à parler et à débattre vraiment au profit de mon district voire mon pays.

Plusieurs personnes me disaient que j'étais encore trop jeune pour cela, mais pour moi le patriotisme n'a pas d'âge. D'ailleurs, je juge que je suis la mieux placée pour représenter mon district. Je représente à la fois les femmes et les jeunes qui y représentent la majorité. Je vis là-bas depuis 15 ans déjà. J'avais une enfance simple comme presque tous les habitants de cette zone rurale. Et humblement, je crois avoir les capacités pour



parler de développement, de bien-être social, de politique publique... et cela, de par mon cursus universitaire en macro-économie. Le plus important c'est surtout ma volonté et ma détermination. Je me suis alors lancée.

Pourquoi AREMA ?

Descendante d'une famille AREMA, j'ai toujours admiré ce parti, symbolisé par son fondateur Didier RATSIRAKA. Auparavant, ma connaissance du parti était limitée à la couleur « rouge », à l'intelligence et la constance politique du Président RATSIRAKA, qui est devenu mon modèle politique.

J'ai adhéré au parti en 2007, comme S1 ou premier secrétaire du parti AREMA de mon fokontany (Tsarahonenana). J'ai collecté les archives et données concernant le parti et son fondateur pour enrichir le site web www.ratsirakadidier.com. Après, j'ai été nommée responsable de communication dans le faritany Antananarivo. J'ai représenté le parti dans plusieurs ateliers, entre autres « l'académie des partis politiques » de la Friedrich-Ebert-Stiftung, le séminaire « le développement de la démocratie interne des partis politiques » de l'EISA, etc. Et dernièrement, j'ai été élue membre du Comité Directeur National et membre du bureau permanent de notre parti, en tant que trésorière adjointe, lors de notre congrès extraordinaire du 12 juin 2013.

Au cours du temps, je suis devenue de plus en plus familière aux valeurs et idéologies de l'AREMA. Parmi les valeurs, citons l'exemple de l'humanisme, de la démocratie, de la solidarité, du patriotisme. Côté projet de société, le parti a le « Boky Mena » mis à jour avec l'« IDEES 21 » (Intégrité, Développement, Economie, Education et Santé pour le 21^{ème} Siècle) depuis 1996. Un projet que je juge être le seul en mesure de parler vraiment de développement et non de simple chiffre de « croissance ». Un projet de société qui est le seul vraiment à tenir compte de la nature de la société Malgache. Son ultime but est l' « éga-

lité ». Il s'agit de l'égalité de chances pour tous les Malgaches : éducation, santé, production..., l'absence de classes. En d'autres termes, c'est cette actuelle frappante « inégalité sociale » que le parti a toujours voulu éviter.

A 92% de pauvres, la politique économique de l'Etat Malgache aurait dû s'occuper de cette classe. La libéralisation totale de l'économie c'est comme mettre dans la même course des handicapés, des enfants, des hommes, des femmes, des athlètes, des jeunes, des vieux... Pour moi, c'est une forme d'injustice, un système d'exploitation des plus défavorisés. En tant que jeune engagée, responsable de mon parti, je me suis dit que je dois partager et remettre sur les rails ce projet qui est pour moi la plus réfléchi et la plus efficace pour notre pays, alors je me suis portée volontaire pour représenter mon parti aux législatives. Lors des préliminaires, nous étions cinq volontaires et nos militants m'ont choisie malgré la réticence de nombreux d'entre eux, vu mon jeune âge.

En bref, je me suis à la fois proposée à mon parti et sollicitée par elle. Nous nous partageons les mêmes valeurs.

CAMPAGNE ELECTORALE

Au départ, le président Didier Ratsiraka s'était présenté comme candidat aux élections présidentielles et il était prévu que chaque candidat aux législatives assurera sa campagne dans chaque district. Ce qui était une stratégie de communication à moindre coût.

Domage, la politique en a décidé autrement. Il a été prononcé que la candidature de notre président n'était pas conforme, inadmissible à nos yeux! Logiquement, le parti n'est pas d'accord avec cette décision que nous qualifions de « discriminatoire » car notre Président a perdu son droit, et pire, c'est que nos militants ont perdu leur droit de voter pour notre Président. Quoiqu'il en soit, cette situation a bouleversé aussi bien les militants que les candidats aux législatives. Au fond, nous n'étions pas d'accord avec cette procédure



électorale et avons toujours réitéré la nécessité d'une « Conférence au Sommet Elargie » pour mettre fin à cette crise interminable qui sévit dans notre pays. Avec cette directive politique, avec la réticence à participer à cette procédure électorale discriminatoire, nous avons cessé la pré-campagne. Au bout de compte, nous avons eu un feu vert pour les législatives.

Financement ? affiches ? Tee-shirt, casquette... ? Si nous nous référons aux autres candidats, je peux dire que je n'ai rien dépensé. 2000 affiches offertes par le parti pour 26 communes, 100 Tee-shirts pour les staffs bénévoles, quelques mini-calendriers pour les femmes pour les aider au planning familial, un 4X4 et une camionnette transportant les sonos et l'équipage. C'est tout !

Aucune intervention à la télévision. Ma ligne de campagne était surtout de me rapprocher de mes électeurs, de leur montrer que je suis comme eux et que je les comprends. Ils peuvent me parler car je suis jeune comme la plupart d'entre eux, je suis aussi une femme et je respecte beaucoup les aînés. J'ai parlé de notre projet de société, de mon parcours, je n'ai pas fait de discours politique, car trop de blabla, trop de promesses, j'ai juste parlé comme lorsque je parle à ma famille.

Certes, la route est longue, nos électeurs ne sont pas encore habitués à se projeter dans le futur, à penser à l'avenir et en même temps je ne leur en veux pas. Pour eux, c'est le présent qui compte, tee-shirt à gogo, argent, nourritures, divers gadgets... Le vedettariat était la pratique. C'est triste de se rendre compte que la plupart, si non personne, ne tenait compte de projet de société, de valeurs, d'idéologie ou tout autre fondement d'une « vraie politique ».

Nous pouvons aussi relever le plus triste des faits, peu de citoyens connaissent le rôle, les obligations et attributions d'un parlementaire. Il y a une grande confusion entre les maires et les députés, le pouvoir exécutif et celui de législatif. Mais à qui la faute ? A l'Etat ? A nous diverses ONG ? partis politiques ? Quel est exactement notre res-

ponsabilité là-dessus ? Le nombre exorbitant de partis politiques, de candidats ne devrait-il pas refléter une forte éducation citoyenne ? Si chacun des partis politiques, de la société civile s'occupant d'éducation citoyenne participe vraiment au renforcement de capacités d'analyse, à l'information, à l'éducation citoyenne de ses membres, nous serions loin de cette mauvaise pratique politique. Mais faut-il encore se demander si ces nombreux partis politiques ont de réelles bases, de vraies structures ? ou simplement un assemblage de quelques têtes d'opportunistes ?

En prônant la démocratie, je ne peux qu'être satisfaite par cette forme de multipartisme. Mais en approfondissant les faits, je peux dire que c'est un semblant de démocratie et sans vouloir exagérer, je peux même dire que cette forme biaisée de la démocratie pourra mettre fin à la vraie démocratie.

En résumé, la pratique politique qui domine à Madagascar se résume au culte de l'argent, au culte de la personnalité, au culte du pouvoir, au vedettisme, à l'induction volontaire en erreur des électeurs, aux promesses d'ivrogne. Il nous faut une éducation citoyenne permanente, c'est le rôle de chacun de nous : citoyens, Etat, société civile et partis politiques.

Madagascar a besoin d'une nouvelle lumière, des politiques tenant compte de la nature de la société malgache, de personnalités préparées, ayant le sens de l'éthique, respectant la souveraineté nationale, et de patriote convaincu.

Ne baissez jamais les bras. Ensemble nous réussirons.

Vive le peuple Malgache,

Fiche candidat :

Nom et prénom : Diamondra Mamy Hanitrinala RANDRIANARISOA (24 ans au moment de la candidature)
Nom de la liste : AREMA
Circonscription (et province) : District Atsimondrano / Province d'Antananarivo



Pratiques politiques de candidats à l'élection législative de 2013

Tsiory Andriamparaniarivo
RANDRIANARIVONY

A-Projet de société

Pour être candidat, votre entité avait-elle un projet de société ? ou vous-même si vous étiez indépendant

Le parti MAMAFISOA possède un projet de société depuis 2010. Les candidats députés ont alors fait leur campagne à partir de ce projet.

Comment l'auriez-vous mis en œuvre ? Auriez-vous pu avoir la majorité absolue pour le mettre en œuvre ?

Nous n'aurions jamais eu la majorité absolue avec le peu de moyens financiers dont nous disposons pour effectuer cette campagne électorale, d'autant plus que les électeurs malgaches sont plus des électeurs de « cœur » et d' « argent » que des électeurs d'idées.

Vous qualifiez-vous de Gauche, Centre, ou Droite, ou autre chose ?

Nous sommes Démocrate et Libéral.

B- Prise de décision

Pouvez-vous nous parler de votre processus de prise de décision pour devenir candidat ?

J'ai été sollicité par le président national du parti et je me suis proposé à mon parti.

C- Financement du parti

Comment avez-vous financé votre campagne ?
Quelques amis m'ont aidé à hauteur de quatre millions ariary, j'ai pris le reste en charge.

D- Relations publiques

Avec les électeurs, avez-vous offert des gadgets ?

Non, nous n'avions partagé aucun gadget.

Avec les médias Avez-vous payé des journalistes sans factures ?

Oui, mais une seule fois.

Avez-vous acheté des publi-reportages, donc avec factures ?

Non, nous ne l'avons pas fait.

Avec votre équipe de campagne, avez-vous payé votre équipe ?

Oui, mais modiquement.

E- À propos des candidats :

Avez-vous tenu compte du genre dans la formation de votre équipe (Hommes/Femmes)

Oui, nous avons considéré ce paramètre.

Avez-vous tenu compte de l'appartenance ethnique ?

NON, absolument pas.

Ou encore des personnes en situation de handicap ?

NON plus.

Avez-vous un chef de campagne ?

NON plus.





Aviez-vous un premier ministre à proposer en cas d'élection ?

NON, nous n'en avons pas.

Avant les élections, vous considérez-vous comme un Homme politique ? si oui, quels sont les éléments qui font de vous un Homme politique ?

Je me considère Homme politique car j'ai co-fondé le parti MAMAFISOA bien avant les élections et nous avons une vision et un projet de société viable.

Après les élections, en cas d'échec, vous continuerez à être des hommes politiques ?

Bien que la tâche soit ardue, je continuerai à rénover la pratique politique malgache.

A votre avis : le nombre de candidat était raisonnable ou pléthorique ?

Plutôt pléthorique.

Aujourd'hui, élu ou non, êtes-vous partisans ou opposants au régime actuel découlant des élections auxquelles vous avez participé ?

Ni-opposant, ni pro-régime.

Fiche candidat :

Nom et prénom : RANDRIANARIVONY Tsiory Andriamparaniarivo (33 ans au moment de la candidature).

Nom de la liste : Malagasy Mandroso ao anatin'ny Fihavanana sy ny Soatoavina (MAMAFISOA)

Circonscription (et province) : II ème Arrondissement, Antananarivo Renivohitra.

Résultats : 0,60%, 369 voix.



Pratiques politiques de candidats à l'élection législative de 2013

Mbohoahy TSIBARA

Contexte et historique de la candidature

J'ai pris la décision de me porter candidat à la législative car j'ai vu que nos parlementaires ne font que voter des lois sans tenir compte de leurs contenus.

Avant d'être candidat, je voulais être candidat d'un parti politique. Jusqu'à maintenant, je n'ai eu que le projet de société du Parti Leader Fanilo et celui du Parti Vert Hasin'ny Madagasikara. Etant environnementaliste, j'ai préféré le Parti Vert. Mais comme il avait déjà son candidat à Ankazoabo³⁰ et comme je ne voulais pas être suppléant, j'ai dû chercher un autre parti. Je n'ai pas tenu compte du projet de société, il me fallait juste un parti. Par la suite, j'ai postulé pour être au MAPAR. Après quelques péripéties, je suis sorti vainqueur lors des entretiens avec le président Andry NIRINA RAJOELINA.

A-Projet de société

Pour être candidat, votre entité avait-elle un projet de société ? ou vous-même si vous étiez indépendant

Même si je suis candidat MAPAR, je n'ai pas le projet de société du groupement poli-

tique en main, j'ai ma propre idée de projet de société. Peut-être, nous en avons mais je ne l'ai pas.

Comment l'auriez-vous mis en œuvre ? auriez-vous pu avoir la majorité absolue pour le mettre en œuvre ?

Je n'entends pas avoir besoin de la majorité pour initier quelque chose. Un petit groupe ayant la volonté et la conviction pour le développement suffit.

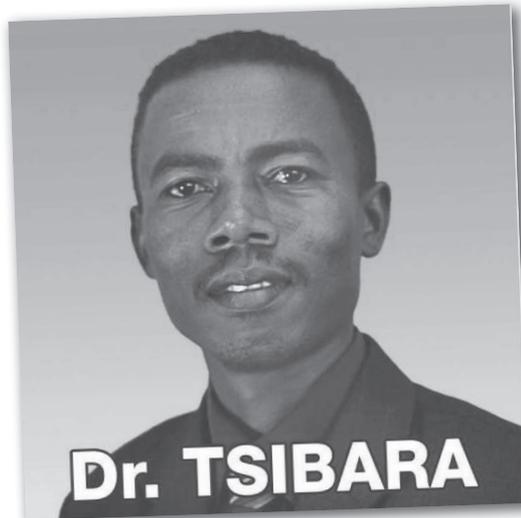
Je commence mes actions à partir de la lutte contre l'insécurité, particulièrement le vol de bœufs qui est un facteur de blocage de la mobilité des producteurs agricoles. En collaboration avec les médias locaux et avec la TV plus et RDB, j'ai organisé une conférence de presse : une dénonciation et interpellation des quelques attaques armées des Dahalo et leurs patrons.

J'ai travaillé avec des jeunes, des agriculteurs et des éleveurs qui forment la majorité de la population de Madagascar.

Un travail de réconciliation est en cours dans le District d'Ankazoabo, après avoir présenté le système de résolution auprès du Chef de Région et du DAGT Atsimo-Andrefana.

Vous qualifiez-vous de Gauche, Centre, ou Droite, ou autre chose ?

Gauche ou droite, peu importe. Pensons d'abord aux besoins de développement de la Nation. En tant que technicien, je ne tiens pas compte de ce clivage, je soutiens les activités visant l'intérêt des citoyens.



³⁰ Décédé un peu avant la campagne



C- Financement du parti

Pour la campagne, j'ai bien sûr eu l'appui du parti. Pour la mise en œuvre de mon projet, je démarrerai à partir de mes propres moyens en cherchant une levée de fonds privée ou publique.

D-Relations publiques

Avec les électeurs :

Aviez-vous un programme ? comment l'avez-vous diffusé ?

J'ai utilisé deux canaux :

- Diffusion par rencontres : j'ai organisé plusieurs rencontres avec les différentes couches (jeunes, adultes, notables, femmes, etc.), même si je suis jusqu'à maintenant menacé de mort.
- Diffusion par média : Nous n'avons qu'une radio FM locale et nous portons explications aux communautés sur l'objectif et l'importance de mon programme dans la société et dans leur développement.

En conséquence, les électeurs étaient convaincus de mon projet mais à cause des fraudes électorales pendant le jour de scrutin, j'ai été officiellement en 4^{ème} position sur 14 candidats avec 11 % des voix.

- *Aviez-vous offert des gadgets ?*

Avec les alliés politiques

Avec les médias :

- *Aviez-vous payé des journalistes sans factures ?*
- *Aviez-vous acheté des publi-reports donc avec factures ?*

Avec votre équipe de campagne :

- *Aviez-vous payé votre équipe ?*

Non, la raison est simple : s'ils considèrent l'importance du programme, ils contribueraient par eux-mêmes. Cela dit, j'ai pris en charge leurs dépenses durant la campagne.

- *Aviez-vous tenu compte du genre ?*

Hommes/Femmes

Appartenance ethnique

Personnes en situation de handicap ?

Oui, je tiens compte du genre étant donné que le District d'Ankazoabo est cosmopolite. Les femmes s'impliquent dans le développement. Dans notre liste figure une femme et un homme ; j'ai considéré aussi l'ethnie, mais un Candidat adversaire a véhiculé le racisme...

- *Aviez-vous un chef de campagne ?*

J'ai mis en place un responsable de coordination par commune.

- *Aviez-vous un premier ministre à proposer en cas d'élection ?*

Non, pas à ce moment-là.

E- À propos des candidats :

Avant ou après les élections, vous continuerez à être des hommes politiques ?

J'ai évité les magouilles et les fausses promesses. J'ai convaincu les électeurs avec mon programme de développement tout en expliquant clairement le rôle et l'attribution d'un député. Et maintenant, je continue à être un homme politique. Ainsi, j'ai décidé de ne plus être membre du FAMARI³¹ qui est mon organisme source lors de la formation YLTP. Des membres de l'OSC m'ont demandé de me présenter au poste de Président de FAMARI, mais j'ai refusé. Les politiciens devraient être séparés du milieu des OSC pour qu'il y ait une bonne gouvernance structurelle. Nous pouvons être collaborateurs pour la mise en œuvre d'une bonne activité de développement par la recherche de PTF, etc. mais sans plus.

³¹ OSC thématique environnement de la Région Atsimo-Andrefana



A votre avis : le nombre de candidat était raisonnable ou pléthorique ?

Il y en avait trop, c'est un signe de la démocratie peut-être mais aussi un signe de la pauvreté.

Aujourd'hui, élu ou non, êtes-vous partisan ou opposant au régime actuel découlant des élections auxquelles vous avez participé

Je vois tout d'abord que le régime est fragile, il n'a aucune fondation, ni orientation. Se qualifier de partisan ou d'opposant n'est pas nécessaire ni important pour le moment. Pensons à éviter une autre forme de crise. Nous devons apporter notre **VISION, CONSEIL, PROPOSITION** pour l'amélioration d'abord. Si le régime n'en tient pas compte, nous serons opposants.

J'adresse ce message à tous les Yltpiens : essayons d'organiser des débats ailleurs que dans la capitale. Nous serions mieux informés des réalités du pays.

Fiche candidat :

Nom et prénom : Dr. TSIBARA Mbohoahy (35 ans au moment de la candidature).

Circonscription (et province) : Ankazoabo Atsimo - Région Atsimo Andrefana - Province de Toliara

Résultat : 4^{ème} position sur 14 candidats (11%)



Analyses

Une pratique politique est générée lors d'un événement politique, ici il s'agit de la législative de 2013. Celle-ci a été spéciale à plusieurs égards. D'abord, elle avait pour but de donner au pays des dirigeants élus après une longue période d'absence de personnalités élues au pouvoir. Ensuite, une opposition s'est dressée contre l'organisation de ces élections dans les conditions d'alors ; au bout du compte, les élections ont eu lieu. La Friedrich-Ebert-Stiftung a véhiculé bien avant les élections le message et le vœu « d'un renouvellement de la classe politique ainsi que de la pratique politique ».

Voyons alors la pratique politique de candidats issus du YLTP (Youth Leadership Training Program) à travers cette élection. Il faut seulement souligner, d'une part, que ces candidats n'ont ABSOLUMENT pas reçu le soutien de la Friedrich-Ebert-Stiftung et que, d'autre part, cette dernière, curieusement, n'a jamais explicitement destiné le YLTP pour un leadership politique.

Par ailleurs, tous les jeunes qui ont été formés par la Friedrich-Ebert-Stiftung et qui ont été candidats n'ont pas tous choisi de témoigner dans ce Policy paper.

Le canevas comprend plusieurs subdivisions, elles seront alors traitées en fonction de chaque subdivision. Les références utilisées feront appel autant que faire se peut de références malgaches et pour cause, il s'agit de culture politique malgache.

En termes de décision personnelle, de projet de société, sur les six cas, tous ont eu des contacts avec des partis, cinq sont issus de partis connus comme le Parti Vert Hasin'i Madagasikara « Terre - Eau - Environnement », Zanak'i Dada, AREMA, MAMAFISOA et MAPAR. Un seul était un candidat indépendant, après un échec lors des négociations avec un

parti existant (Toavina Ralambomahay de l'association humaniste et écologique).

Dans l'absolu³², une candidature lors d'une législative n'a de sens que lorsqu'un candidat appartient à un parti d'envergure nationale puisque le but d'une législative est par nature d'être dans une majorité parlementaire. Ce parti doit avoir un projet de société et un chef de campagne.

Ce chef de campagne électorale est destiné à occuper le poste de premier ministre (dans la logique de la Constitution de 2010). Ce qui est le cas aussi dans un régime parlementaire.

Dans un régime présidentiel, par contre, c'est un peu plus compliqué.

Aux Etats-Unis, le président nomme son cabinet (équivalent du gouvernement dans le système classique), indépendamment de la majorité à la Chambre des représentants. À charge pour le président de négocier pour faire passer une loi si jamais la majorité dans la Chambre des représentants ne lui est pas acquise.

En France, qui est un régime semi-présidentiel, le cas fréquent est que le président a la majorité dans l'Assemblée nationale, donc le chef de campagne qui est du même parti que le président devient naturellement premier ministre. Néanmoins, il existe en France le cas d'une cohabitation - de moins en moins possible aujourd'hui - où le président perd la majorité à l'Hémicycle et le chef de campagne du parti adversaire du président devient premier ministre au grand dam du président qui devient opposant.

Dans nos cas, cinq des six candidats n'avait de chef de campagne au niveau national,

³² Un exemple de référence: Chantebout, Bernard, Droit Constitutionnel et science politique, Armand Colin, Paris, 1999



du moins au moment des élections. Ils n'ont donc pas prévu de futur premier ministre en cas de victoire³³. Bien que tous (même le candidat indépendant), affirment avoir un projet de société, tous se plaignent du manque de débat d'idées lors de la campagne.

D'ailleurs, apparemment, il n'y a eu aucun débat lors d'idées lors des trois campagnes qui se sont succédées en 2013 (premier et deuxième tour des présidentielles et l'élection législative). Il y avait, certes, trois face-à-face des deux candidats au deuxième tour mais les clivages n'étaient pas tranchés. Pour preuve, le candidat second aux élections, donc battu, est aujourd'hui allié du premier. Une convergence de leur programme en serait la cause³⁴.

À propos du clivage, qui est dans les pays occidentaux naturel, tous sauf TSIBARA Mbohoahy et Mamy Rabenirina, assument une « étiquette ». À l'exception près que Mamy Rabenirina du « Zanak'i Dada » (pro-Ravalomanana) appartient dans l'imaginaire collectif à une droite libérale nationaliste (capitaliste et Tia Tanindrazana). Quant à Tsibara Mbohoahy, sans révéler sa tendance idéologique, il déplore que le régime actuel n'a pas d'orientation. Ces comportements qui assument une idéologie, un parti pris, augurent une possibilité de clarté dans le débat politique et donc méritent encouragement. Cela contribue véritablement à éclairer l'opinion.

En terme d'identité de parti : d'abord pour l'identité des partis, deux des témoins appartiennent à des organisations dont le nom fait expressément référence à leur leader (Mamy Rabenirina du « Zanak'i Dada » et Tsibara du

³³ Pour preuve, il a fallu 80 jours pour que Madagascar trouve un premier ministre.

³⁴ Un ralliement est aussi constaté chez tous les concurrents du vainqueur sauf les candidats Tiana-soa Freddy et Laza Razafiarison qui se sont déclarés « opposants » au ministère de l'Intérieur.

Miaraka amin'i Prezidà Andry Rajoelina », MAPAR). Cette pratique est encore à améliorer pour se départir du culte de la personnalité dont fait encore preuve les citoyens malgaches.

Il est vrai que des clubs portant le nom d'un leader existent (comme le club des chirakiens ou des maccarthistes) mais seulement en tant que club de réflexions ou de levée de fonds, jamais pour affronter des élections.

Tous les témoignages sont unanimes : le nombre de candidats était pléthorique surtout du fait des candidats indépendants. De prime abord, cela aurait pu refléter un intérêt accru du citoyen pour la politique, ce que toutes les études récentes contredisent³⁵.

A propos d'engagement politique, les six témoignages font preuve d'engagement politique. Cela se voit de différentes manières. Par exemple, il y en a un qui a été maire bien avant d'être élu député lors de ces élections de 2013, deux autres qui sont membres du bureau voire même co-fondateur de leur parti, un autre qui fait de la politique dans une démarche particulière mais évidente, et aujourd'hui s'est même déclaré opposant, en général, aucun ne se déclare « non politiquement engagé ».

Du côté des citoyens, une participation et un intérêt pour la chose publique est demandée pour une amélioration de la qualité de

³⁵ Lire par exemple :

Afrobarometre :

- « Gouvernance, corruption et confiance à l'égard des institutions : expérience, perception et attentes de la population, janvier 2014

- « Le rapport à la politique à Madagascar : politisation et participation citoyenne », octobre 2013,

Et Friedrich-Ebert-Stiftung - Liberty 32, septembre 2013 : « Participation et perceptions politiques du citoyen, les résultats d'un sondage politique mené à Antananarivo ».



la démocratie³⁶. Depuis quelques années et jusqu'aux trois dernières élections encore, les témoignages font état d'une campagne électorale faite de spectacles, de distribution de gadgets ou de sommes d'argent.

Mais aussi, la grande majorité des candidats dans tout Madagascar qui se revendiquait indépendant se disait n'être pas politicien. Ce constat est valable que ce soit lors de la législative ou des présidentielles.

Par ailleurs, la voix de l'engagement politique n'est pas celle qui mène au pouvoir à Madagascar. La pratique politique citoyenne semble consacrer des personnes ayant fait leur preuve dans tous les domaines sauf la politique pour diriger Madagascar. Seuls le président Tsiranana³⁷ et le président Zafy³⁸ ont eu un passé politique avant d'être élu à la Magistrature suprême³⁹. La pratique politique voire la culture politique malgache tant au niveau des hommes politiques que des citoyens privilégient les hommes et femmes

³⁶ Lire par exemple :

Afrobarometre, cité supra et Friedrich-Ebert-Stiftung - Liberty 32, septembre 2013 cité supra.

³⁷ Il était membre d'associations côtoyant la politique dans sa jeunesse (par exemple le GEC ou Groupe d'études communistes), fondateur du parti démocratique malgache (PdM) ou Parti des déshérités de Madagascar (Padesm) et fût un élu dans les institutions d'avant l'indépendance.

³⁸ Ministre civil du gouvernement Ramanantsoa, il est connu pour avoir résisté au président Ratsiraka depuis 1975. Mais il n'est devenu un personnage politique important qu'en 1991 lorsqu'il est premier ministre du gouvernement insurrectionnel du 13 mai.

³⁹ Gabriel Ramanantsoa était militaire et n'a pas été élu. Il a reçu les pleins pouvoirs du président Tsiranana le 18 mai 1972 comme le réclamait les manifestants de la place du 13 mai. Il n'a organisé le referendum qui lui a permis de devenir Chef d'Etat que le 18 juin 1972. D'ailleurs il avait explicitement déclaré lors de sa prise de pouvoir en mai « qu'il n'était pas un homme politique mais un militaire » et qu' « il allait laisser

n'ayant aucun engagement politique connu. Fait très rare dans les pays du monde démocratique ou non, où les élus ont une histoire politique, des combats politiques qui lient le citoyen et son dirigeant.

la politique ». Par ailleurs, il est le premier chef de gouvernement à avoir formé un gouvernement de « techniciens » c'est-à-dire qui se dit ne pas prendre en compte « la politique »

Richard Ratsimandrava, était lui aussi colonel. Il a reçu les pouvoirs des mains du Général Ramantsoa qui a démissionné.

Gilles Andriamahazo était général lorsqu'il a décrété l'état d'urgence et formé le directoire militaire le soir de l'assassinat du chef d'Etat, le colonel Ratsimandrava.

Didier Ratsiraka était capitaine de frégate lorsqu'il a été élu Chef d'Etat par ses pairs du directoire militaire en juin 1975. D'ailleurs il se qualifie de « marin de formation, politicien de fortune ». Bien évidemment, lors de son élection pour un quatrième mandat en 1997, son image était politique et non plus celle du technicien du général Ramanantsoa ou du militaire.

Norbert Ratsirahonana, chef d'Etat par intérim n'est donc pas un élu. Néanmoins, il a un passé politique pour avoir été du parti de Didier Ratsiraka pendant la deuxième République.

Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina qui se sont succédé au pouvoir entre 2002 et 2013 ont d'abord été élus à la mairie d'Antananarivo sans aucun passé politique puis propulsés à la tête de l'Etat. Ils ont tous deux évolués dans le milieu des affaires. Tous deux, lors de leur exercice du pouvoir disent ne pas faire de la politique une priorité. Marc Ravalomanana aimait dire qu'il « gérait son pays comme il gère une entreprise » (déclaration du 13 mars 2007 à Maurice par exemple). Andry Rajoelina, maire, déclarait encore « qu'il ne faisait pas de politique ».

Quant à Hery Rajaonarimampianina, numéro Un malgache actuel, a été membre du gouvernement de la Transition mais n'a aucun engagement politique passé connu ou aucune histoire politique partagée avec les citoyens malgaches.

Mais il est vrai que si personnellement les numéros Un malgaches n'ont pas de passé politique, leurs familles par contre peuvent en avoir. De même tous leur entourage est fait de famille ayant toujours été dans les différents régimes. Référence à propos : Les gens du pouvoir à Madagascar, Didier Gallibert, Karthala, 2009, p.576, Paris.



Par contre, l'entourage des numéros Un malgaches sont faits de personnes appartenant à des familles qui se retrouvent dans plusieurs des régimes qui se sont succédés.

Première remarque, c'est le cas dans d'autres pays, mais ce phénomène se retrouve aussi dans le poste de Président de la République, ce qui n'est pas (encore) le cas à Madagascar. Et si des parents occupent successivement le poste le plus important dans d'autres pays (président ou premier ministre élu), ils s'inscrivent tous dans des combats politiques et ne sont surtout pas des illustres inconnus.

Deuxième remarque, c'est donc le citoyen lui-même qui choisit des non politiciens pour être aux postes les plus importants.

Une explication peut-être avancée : le culte de la neutralité. Depuis 1972 où les manifestants du 13 mai ont réclamé la prise de pouvoir par l'armée et lorsque le général Ramanantsoa a proclamé qu'étant militaire, il mettait la politique de côté⁴⁰, celle-ci passait pour une discipline sale. Il a été le premier à former un gouvernement de techniciens, chose infondée et même non souhaitable, car impossible (le Dr Emmanuel Rakotovahiny, membre de ce gouvernement de technicien, n'a-t-il pas constaté plus tard que dans le gouvernement Ramanantsoa, il y a avait non pas un gouvernement mais douze⁴¹ ...) et pourtant réclamée systématiquement plus tard à chaque crise⁴² ... par essence, un gouvernement ne peut être que politique.

Au fil de l'histoire, de plus en plus, l'image de la politique est salie. La neutralité citoyenne,

⁴⁰ Déclaration du 18 mai 1972 « Miaramila aho, avela aloha ny politika ».

⁴¹ « Il y avait douze ministres dans cette équipe » disait le Dr Rakotovahiny dans la Revue de l'Océan Indien. Par ailleurs, elle devait démissionner 3 ans plus tard.

⁴² Exemple parmi tant d'autres :

au détriment de l'engagement citoyen devient une vertu.

- Cette pratique politique a été traduite en lois : des dispositions légales, au mépris des droits humains fondamentaux, interdisent à des citoyens occupants des postes de « fonctionnaires d'autorités » (donc des personnes en général diplômés) d'adhérer à des partis politiques⁴³ ! ce qui n'indigne aucun citoyen⁴⁴ ...

Aux Etats-Unis, « les méthodes de sélection des juges sont variables [...] mais elles se rattachent toujours soit au système de l'élection, soit de la nomination. [...] sou-

⁴³ Exemples :

- Article 115. Constitution 2010- Les fonctions de membre de la Haute Cour Constitutionnelle sont incompatibles avec [...] toute activité au sein d'un parti politique ou d'un syndicat.

- Loi n° 2011- 012 relative aux partis politiques : Art.4- Tout citoyen malgache sans distinction de sexe, âgé de dix-huit ans révolus, jouissant de ses droits civils et politiques, peut adhérer librement à un parti politique de son choix. Il est également libre de démissionner du parti ». Et pourtant Les magistrats des Cours et des tribunaux [...] les fonctionnaires d'autorité, ne peuvent être membres d'aucun parti politique pendant la durée de leurs activités. [...] La liste des fonctionnaires d'autorité est établie par voie réglementaire ».

- Ordonnance N° 2005 005 du 22 mars 2006 portant loi organique relative au statut de la magistrature (J.O. n° 3 020 du 25/03/06, p. 1847) modifiée par Loi organique n° 2007-039 du 14 janvier 2008 (J.O. n° 3173 du 19/03/2008 p. 1201) Art. 10. - L'exercice des fonctions de magistrat est incompatible avec toute activité au sein d'un parti ou organisation politique
- Etc.

Dans les pays démocratiques, les magistrats peuvent très bien être membres de partis politiques.

⁴⁴ Pour ne citer que les commentateurs de la Constitution de 2010 in Projet de Constitution annoté (KMF CNOE, Friedrich-Ebert-Stiftung, YLTP, oct. 2010) à l'art.111. Voici le commentaire : cette interdiction faite au juge d'être membre de parti permettrait au juge d' «être capable d'appliquer la



lignons que le processus est politique et partisan »⁴⁵. Même au niveau de la Cour suprême, les neuf juges sont tous nommés par le président des Etats-Unis. Ils ont tous des positions politiques affirmées⁴⁶.

- Les diplômés s'honorent d'être techniciens au lieu de décideurs et dirigeants, de neutres au lieu de faiseurs d'opinion, etc.
- Le débat politique est quasi-absent, voire interdit dans les établissements scolaires depuis la troisième République, qui pourtant sont les lieux privilégiés des intellectuels pour les débats d'idées⁴⁷,
- Des entités de la société civile font de la neutralité une vertu, au point d'exclure leurs membres en cas d'adhésion à un parti politique ou à un poste gouvernemental⁴⁸ et ce, sans que cela n'émeuve l'intéressé...

loi en dehors de toute pression gouvernementale ou de toute influence politique, de lobbies ou de groupes d'influence. » !

⁴⁵ In « Que sais-je ? La justice aux Etats-Unis. Puf. Par le Pr. Anne Deysine, 1998, p 67 et ss. 126p.

⁴⁶ Bien évidemment il existe un système qui garantit l'impartialité du juge.

⁴⁷ Par exemples :

- Les universités dans les pays démocratiques ont toutes leurs tendances idéologiques.
- Les professeurs d'universités dans les pays démocratiques sont les premiers faiseurs d'opinions aux côtés des journalistes.
- Les lycéens sont à l'origine des grèves de 1972 à Madagascar, etc.

⁴⁸ Par exemple, tout membre du SEFAFI ou société civile Observatrice de la vie publique est exclu d'office de cette entité. Ailleurs, les organisations de la société civile sont l'un des principales sources d'hommes et de femmes politiques. Et ces hommes politiques restent toujours membres de leur OSC d'origines. Par exemple, Bernard Kouchner, Simone Veil, Lula etc.

- Des citoyens diplômés⁴⁹, contrairement à ce qui se passe dans les pays démocratiques, pointent du doigt les citoyens appartenant à des sociétés civiles qui ont des penchants politiques ou qui ont des proches appartenant à un camp politique...
- Deux réflexions laissent songeur : celle de Monique Rakotoanosy, enseignant-chercheur, qui s'exclame : « l'un des faits importants à relever est que les intellectuels sortent de leur silence [...] après s'être tus »⁵⁰ et celle de Madagascar Tribune qui titre : « les intellectuels sortent du silence et publient un livre sur le coup d'état à Madagascar »⁵¹. En effet, comment reconnaît-on un intellectuel s'il se tait⁵² ?

⁴⁹ «[...]La société civile malgache [...] manque de crédibilité vis-à-vis de l'opinion publique. Au moins deux raisons peuvent expliquer cela. D'une part une perception d'une politisation de la société civile [...] d'autre part la perception de parti pris de quelques membres de la société civile en faveur de politiciens [...] », In "crises cycliques malgaches: mêmes causes, mêmes effets", Eric Rabemananoro, Nota Bene, Banque mondiale, juin 2012.

⁵⁰ Citée par l'Express de Madagascar, le 19 juin 2014 au lendemain d'un colloque sur « les causes des crises récurrentes »

⁵¹ <http://www.madagascar-tribune.com/Des-intellectuels-sortent-du,17089.html>, lundi 13 février 2012

⁵² Quelques définitions sur l'intellectuel :

- Raymond Aron, dans L'Opium des intellectuels (1955), pose cette question du rôle du savant dans la cité, et concernant les grands débats du moment. Pour Aron, l'intellectuel est un « créateur d'idées » et doit être un « spectateur engagé »,
- Selon les historiens Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, un intellectuel est « un homme du culturel, créateur ou médiateur, mis en situation d'homme du politique, producteur ou consommateur d'idéologie »,
- Les intellectuels sont : « [Ceux qui interviennent] dans le champ politique, sous des formes inédites jusque-là, de ceux qui font profession d'écrire, de



- Christian Alexandre, Sylvain Urfer⁵³ et bien d'autres trouvent comme réponse que c'est la culture malgache qui ne permet pas à ce dernier de dire ce qu'il pense, ou tout simplement qu'il n'ose pas s'exprimer, en tout cas pas seul.

À ce culte de la neutralité, le président du syndicat⁵⁴ classé à gauche, dont sont membres les juges qui ont mis l'ancien président Nicolas Sarkozy en garde-à-vue, a bien expliqué qu'il y a une différence entre neutralité et impartialité. Un juge, quel que soit son opinion politique, se doit d'être impartial en vertu des principes juridiques⁵⁵.

En tout cas, après les années socialistes considérées comme dictatoriales, donc depuis la troisième République, qui serait le début de la démocratisation (et du multipartisme), il y a une quasi-absence de débat d'idées car il n'y a pas d'élite qui traduit des idées en offre politique ou en engagement politique. Cette pratique politique est-elle devenue en 20 ans une culture politique ?

penser, d'enseigner... ». « [...] après la Révolution de 1789, ceux que l'on n'appelait pas encore les intellectuels, et parmi eux centralement les écrivains, participent parfois directement à l'exercice du pouvoir- [...] c'est le cas de Chateaubriand, de Lamartine ou de Victor Hugo [...] élus députés [...] ». in Antonin Cohen, Bernard Lacroix, Philippe Riutort (ss. Dir.), Nouveau manuel de science politique, La découverte, 2009, p.572 et s.

⁵³ Tous deux sont auteurs d'ouvrages politiques.

⁵⁴ Françoise Martres in <http://www.europe1.fr/MediaCenter/Emissions/Vous-allez-tout-comprendre/Videos/On-confond-l-impartialite-et-la-neutralite-du-juge-2170977/>

⁵⁵ Ref :

- Recueil des obligations déontologiques des magistrats : « Le magistrat bénéficie des droits reconnus à tout citoyen d'adhérer à un parti politique, à un syndicat professionnel, ou à une association et de pratiquer la religion de son choix. » (§ a.21 p.6).

En termes de financement du parti, de dépenses de campagne, la norme demande la transparence⁵⁶. La première réflexion qui a abouti à une loi a eu lieu en Angleterre⁵⁷. Un seul a fait une levée de fonds publique puisque certainement, il était indépendant ; les autres en ont fait mais pas en public, ou ont été financés par leur parti. L'étude ayant été faite au niveau des candidats et non des partis, l'origine des fonds des partis n'a pas été révélée.

Les témoignages ont tout de même révélé des paiements sans factures auprès des médias ou des rémunérations (modiques) de l'équipe de campagne. En principe, l'équipe de campagne est bénévole car sympathisante aux idéaux du parti.

Le principe est que le financement des partis est transparent. Au niveau national, donc des partis des candidats qui ont témoigné ici, cette condition n'est absolument pas remplie.

Les sources de financement d'un parti étant la cotisation des membres, les dons et legs, les activités lucratives règlementées du parti et le financement de l'Etat. L'origine de financement le plus noble étant la cotisation des membres et leurs dons. La plus règlementée est celle des entreprises privées et celles prohibées, celle des entreprises publiques ou semi-publiques.

- L'ordonnance française n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature n'interdit aucunement les magistrats d'avoir une carte de membre d'un parti.

- Quelques exceptions existent toutefois (http://www.liberation.fr/societe/2014/07/05/le-syndicalisme-dans-la-magistrature-une-exception-francaise_1057856)

⁵⁶ Lire « le financement de la vie politique par Eric Phélippeau, p422-423. In Nouveau manuel de science politique, cité supra

⁵⁷ British Corrupt and illegal Practices Act, 1883.



Le danger de l'opacité du financement d'un parti réside notamment dans la redevabilité des candidats lorsqu'ils sont élus, dans l'achat de voix des citoyens et dans l'inégalité des moyens de campagnes électorales qui peut tromper le citoyen peu vigilant. En fin de compte, le perdant est le citoyen qui est peu scrupuleux envers les comptes de campagne de celui qui l'a lui-même élu. Très rare sont les cas où une élection est invalidée à cause d'un financement opaque lors d'une élection.

En termes de genre, il existe deux philosophies et Madagascar est bien concerné :

- celle de la méritocratie qui ne souffre pas de la considération genre (ethnie, sexe homme-femme, personne en situation de handicap, etc.) et
- celle de la discrimination (positive certainement au profit des classes sociales défavorisées), qui tient compte des paramètres énoncés ci-dessus en vue de leur promotion pour une égalité.

Deux des témoignages (Tsiory Randrianarivony et Mamy Rabenirina) n'en font pas mention : Ni à travers la liste des candidats (c'est-à-dire qui comporte des candidats non-originaux de la circonscription), ni à travers leur discours politique. Pour les quatre autres, ils en font mention, soit en termes de discours politique, soit en termes de composition de la liste des candidats.

Des organisations de la société civile notamment humanistes promeuvent des idéaux d'égalité via une discrimination positive inscrite dans la loi. Les organes du système des Nations-Unies en général et d'autres organisations internationales gouvernementales ou non promeuvent aussi la discrimination positive pour une durée déterminée, c'est-à-dire le temps de combler les inégalités naturelles ou injustes.

En tous les cas, le débat sur le genre est, ou doit être un des grands débats devant animer

la politique malgache. Il se décline en « quota régional », « quota hommes-femmes », « loi en faveur des personnes vivant avec un handicap », « bourse sociale ou méritocrate dans le secteur de l'éducation », etc.

Conclusion

En 54 ans d'indépendance et de pratique politique, il y a toujours eu des prémisses d'une bonne pratique politique.

C'est le cas à travers ces témoignages de jeunes, à condition pour eux d'être constants dans leur prise de position publique et dans leur partage de valeurs envers les citoyens.

Un effort dans leur engagement est utile, vu que seuls deux de ces témoins sont arrivés à des résultats dépassant les 10% de suffrages et un seul est arrivé au palais de Tsimbazaza (Mamy Rabenirina). Tous deux appartiennent aux mouvements arrivés au second tour des élections présidentielles (la mouvance Andry Rajoelina - MAPAR et Marc Ravalomanana - Zanak'i Dada).

Les questions à poser, mais qui dépassent le cadre de ce Policy Paper consacré à la législative de 2013 et qui ne peut y être répondu mais qui pourtant suggère la réflexion, sont notamment :

- Pourquoi le citoyen malgache, du moins depuis le Général Ramanantsoa, privilégie les parcours non politiques⁵⁸

⁵⁸ International Crisis Group évoque les cas actuels par exemple celui du Dr Kolo Roger « la nomination de Roger montre de nouveau que la vie politique malgache n'est ni institutionnalisée ni fondée sur la politique » in « Madagascar : une sortie de crise superficielle ? », Rapport Afrique de Crisis Group N°218, 19 mai 2014.



au détriment des hommes/femmes politiques qui ont des batailles politiques connues et partagées par la société, qui ont une vision et des idées politiques tout aussi connues et partagées pour l'accèsion à des postes politiques⁵⁹ ?

- Pourquoi le clivage idéologique a du mal à s'installer⁶⁰ alors que des prémisses pouvaient être perçues avec le débat sur la lutte pour l'indépendance (sociétés légalistes comme le MDRM et le PADESM qui négociait, avec des degrés différents, avec la France et qui participaient aux élections, et les sociétés secrètes, comme le JINA et le PANAMA

- qui sont radicalistes) ou avec le clivage capitaliste et socialiste lors de l'époque de la guerre froide⁶¹ ?

- Pourquoi l'engagement citoyen ou la participation citoyenne et pas forcément politique est très faible⁶² ?

Les réponses ne peuvent être trouvées dans ce Policy Paper mais les conséquences y sont bel et bien ressenties. Et ces témoignages de jeunes candidats formés à la politique par la Friedrich-Ebert-Stiftung semblent vouloir professionnaliser la politique. Nul ne sait s'ils seront constants, si les citoyens Malgaches adhéreront à cette pratique et si cette stratégie qui rame à contre-courant de la culture politique malgache va être payante un jour. Il est un fait, il n'y a pas d'élite des idées ou d'intellectuels, c'est-à-dire, qui a une vision de société future et qui l'incarne dans une offre politique qui puisse nourrir la culture politique pour les deux mandats à venir au moins.

⁵⁹ Lire chapitre « La professionnalisation politique », Jacques Lagroyes avec Bastien François et Frédéric Sawicki, in « Sociologie politique », 5^{ème} édition revue et mises à jour, presses de sciences po et Dalloz, 2006.

Sans prétendre répondre à cette question, il se peut aussi que très peu de citoyens convaincus par une idéologie, une vision, une bataille politique entrent en politique pour forger des citoyens pour un combat collectif.

⁶⁰ Cette problématique est partagée par nombreux pays en voie de développement. La réponse de Jacques Chirac, maire à l'époque, au discours de la Baule du président François Mitterrand qui conditionnait l'aide au développement à l'aune de la démocratie est très évocatrice : « L'héritage des Lumières ne peut s'acclimater avec la culture africaine, dominée par l'instinct tribal. En raison de cette faiblesse structurelle et en l'absence de clivages idéologiques, la démocratisation de l'Afrique ne peut que déboucher sur le chaos, le désordre, un luxe que les pays africains ne peut s'accorder ». C'était lors d'une de ses visites dans les pays du Golfe de Guinée, cité par Kofi Yamgnane dans « Afrique : introuvable démocratie » aux éditions dialogues, 2013 (148p.) lorsqu'il parle de son pays d'origine, le Togo. Yamgnane est un futur candidat aux présidentielles du Togo, ancien secrétaire d'Etat à l'intégration de François Mitterrand et ancien élu français.

⁶¹ Un tableau des idées politiques aide à ce débat. Tableau des idées politiques, éd. Jeunes malgaches, 2008, prediff@prediff.mg

⁶² Lire publication de Liberty 32, Friedrich-Ebert-Stiftung cité supra.



Publications des sortants Y L T P & R J T

Andrianarisoa, Bodo : Le mythe de l'ENA à la sauce malgache, In : L'ENA hors les murs, Avril 2012

Rabarinirinarison, Rindra Hasimbelo & Raveloson Jean-Aimé : Les partis politiques malgaches à travers les régimes et gouvernements successifs», Friedrich-Ebert-Stiftung, août 2011

Rabarinirinarison, Rindra Hasimbelo : Les dérogations en matière de marchés publics à Madagascar», In : LA REVUE DE MCI Madagascar Conseil International, n°56, 2011

Rabarinirinarison, Rindra Hasimbelo : Regard sur l'attribution des marchés publics à Madagascar», In : LA REVUE DE MCI Madagascar Conseil International, n°55, 2011

Rafitoson, Ketakandriana : 2012, Madagascar à la croisée des chemins. Essai sur la géopolitique d'un pays tourmenté, Friedrich-Ebert-Stiftung, Antananarivo, 2012

Ralambomahay, Toavina : Des entorses aux principes démocratiques et aux droits de l'Homme dans la feuille de route, In : Revue Juridique et Fiscale MCI, N°55, 2011

Ralambomahay, Toavina : Elisé Ranarivelo, le dessinateur et son œuvre, In : Africultures n°79 L'Harmattan, Paris, novembre 2009, p.148-150

Ralambomahay, Toavina : In : Magazine scientifique à orientation écologique pour enfants, WWF, Vintsy, Antananarivo, 4 numéros

Ralambomahay, Toavina : L'échec des réformes engagées à Madagascar entre 2003 et 2008 vu par la Banque mondiale, In : Revue Juridique et Fiscale MCI, N°52, 4ème trimestre 2010

Ralambomahay, Toavina : La démocratie : l'enjeu du taux de participation, In : Bulletin de l'Académie nationale malgache, Tome LXXXIX/ 2, juillet –décembre 2010, 005

Ralambomahay, Toavina : Les Mauriciens et la politique à travers les élections législatives, Friedrich-Ebert-Stiftung, Antananarivo, Juillet 2010

Ralambomahay, Toavina : Madagascar : présidentielle. L'interminable impasse, In : AFRI-CA24 MAGAZINE N°3, juillet / septembre 2011

Ralambomahay, Toavina : Madagascar dans une crise interminable, L'Harmattan, Paris, 2011

Ralambomahay, Toavina : Parlement africain et parlement européen, In : L'ENA hors les murs, Avril 2012

Ralambomahay, Toavina : Réflexion sur l'état de l'économie après trois ans de crise, In : Revue Juridique et Fiscale MCI, N°56, 2011

Ralambomahay, Toavina : Comparatif Madagascar-Maurice , Contribution au développement de Madagascar, l'harmattan, 2013

Rasamoelina, Harisoa : Croyances et instrumentalisation à Madagascar, Friedrich-Ebert-Stiftung, Antananarivo, 2012

Publications des sortants Y L T P & R J T

In: Le devoir de rendre compte, Agenda Madagasikara 2011, Friedrich-Ebert-Stiftung, Antananarivo, 2011

Andriamarofara, Radolalaina ; Raveloson, Jean-Aimé : Redevable devant Dieu, sans l'être devant les électeurs

Andriamasy, Estelle : A quand une croissance à deux chiffres ?



Andriambolatiana, Sandratririna : La redevabilité d'un manifestant

Andriambolatiana, Sandratririna : Les raia-mandreny sont redevables devant qui ?

Andriananjamanantsoa, Tahiana : Prise de conscience, amnistie, impunité

Andrianirina, Mamy Auguste : Ny tetibola ifarimbonana

Chan Mane, Stella Randrianina : La redevabilité, des défis

Chan Mane, Stella Randrianina : Qu'est-ce que la redevabilité

Rabarinirinarison, Rindra Hasimbelo : Financement des partis politiques : en suspens depuis 2002

Rabarinirinarison, Rindra Hasimbelo : Les citoyens attendent. Où sont-ils les partis politiques ?

Rafitoson, Ketakandriana : Réussir la démocratisation; Faire de la politique autrement

Rakotoarivelo, Antonia : Le Conseil d'Etat : un rouage essentiel dans l'instauration d'un Etat de droit à Madagascar

Rakotoarivelo, Antonia : Loi d'amnistie, légalisation de l'impunité

Rakotomanana, Andrianaivo Régis : Complaisance dans le médiocre : triste éducation

Rakotomanana, Andrianaivo Régis : Pour une véritable relance économique

Rakotonimaro, Tsirisoa Nantenaina : Le bénévolat : les conditions d'un engagement réussi

Ralalarivony, Christophe : Système éducatif défaillant

Ralambomahay, Toavina : La peur de la hiérarchie

Ralambomahay, Toavina : Confiance, redevabilité, pouvoir

Ralambomahay, Toavina : S'engager, ne pas être neutre

Randriamahaleo, Heriniaina : Contribuables attentifs aux finances publiques

Randriamampianina, Mialisoa : Cher YLTP, Youth Leadership Training Program

Randriamanantena, Lanto Ratsida : S'expri-

mer, demander des comptes. Pas seulement en temps de crise

Randrianarivony, Tsiory Andriamparanirivo : Tout commence par un rêve. Mais que ça commence

Rasamoelina, Harisoa : Services publics. Quand ils nous font attendre

Ratsara, Domoïna ; Razafimandimby, Noro : Mon président, mon modèle

Ratsimbazafy, Njiva Harivelo : Pouvoir des medias: Atout ou danger pour la démocratie?

Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé : Casquettes et indemnités

Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé : La fragilité du système médiatique

Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé : Solidarité syndicale

Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé : Transparence et relation publique

Sandaniaina, Hasimahery : Redevabilité, stabilité politique

Tianamalala Raymond, Isabella : Redevabilité: Vision d'un élu

Publications des sortants

Y L T P & R J T

In: Vision Madagasikara 2020, Agenda Madagasikara 2012, Friedrich-Ebert-Stiftung, Antananarivo, 2012

Andriambolatiana, Sandratririna : Madagascar "Maitso"

Andriananjamanantsoa, Tahiana : L'armée à Madagascar en 2020 : Réformes contre démantèlement

Andrianirina, Mamy Auguste : Décentralisation : autonomie des collectivités décentralisées plus avancée et sans précédent

Andrianjafindrasetra, Fandio : De la bonne gouvernance des finances publiques



Andry, Rakotonanahary : Pourquoi une vision ?

Chan Mane, Stella Randrianina : Pour la diversité sans discrimination

Gangstabab Rakotoarisoa, Alban : Rêve d'avenir

Gangstabab Rakotoarisoa, Alban : Teny zato, kabary arivo

Lefontsoa, Rangers : Travail social, reconnaissance et valorisation

Lefontsoa, Rangers : Travailleur social, agent facilitateur de changement

Rafitson, Ketakandriana : No vision. No future

Rafitson, Ketakandriana : Toriteny pour le civisme

Rajerison, Olivia : Femmes en politique : prise de conscience et défis

Rakotoarison, Hery Nirina : Lutte contre la corruption : gros ou petit poisson ?

Rakotomanana, Andrianaivo Régis : Le mythe de la croissance et des ressources naturelles à Madagascar

Ralambomahay, Toavina : Comment protéger la constitution ?

Ralambomahay, Toavina : La trajectoire de l'île Maurice d'après une vision étrangère

Ralambomahay, Toavina : Pour un Madagascar humaniste

Ranaivo, Aintso : Droits humains à Madagascar en 2020

Ranaivo, Aintso : Promotion de l'éducation : mes contributions, mes défis

Ranarifidy, Dina : L'identité du malgache

Ranarifidy, Dina : Mon identité, mes identités

Randriamanantena, Lanto Ratsida : Fihavanana : fiction ou réalité ?

Randrianarivony, Tsiory Andriamparanarivo : Mon parti en 2020

Randrianarivony, Tsiory Andriamparanarivo : Etre un citoyen modèle

Rasamoelina, Harisoa : Fihavanana : cessons de nous mentir !

Rasoarinjafy, Mija Angela : Madagascar

dans le concert des nations

Ratsimbazafy, Njiva Harivelo : Que voulons-nous désigner avec l'éthique, et plus particulièrement dans la politique ?

Ratsimbazafy, Njiva Harivelo : Un président oui. Un roi non

Ravalomanda, Andry Tiana : Croissance économique : mes contributions

Ravonimanantsoa, Ndaohialy Manda-Vy : Université du millénaire

Razafindraibe, Harinony Lucien : La grande île maîtrise ses 5 000 km de côtes

Razafindrakoto, Miadana Volatiana : Aversion pour la politique : Prise de conscience et défis

Razafindrakoto, Miadana Volatiana : Délit d'initié et conflit d'intérêts : acquis et défis à Madagascar en 2020

Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé : Du rêve à la réalité. Ma vision du présent

Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé : Faire confiance aux jeunes

Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé : Futures Elites?

Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé : L'après société de l'information, chez « nous »

Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé : Presse libre

Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé : Une vision ?

Razafindravao, Tatiana Eddie : Construire, vivre et assumer ses identités malgaches à Madagascar en 2020

Razafy, Abraham : Felaka ? Non, merci

Robson, Benjamina : Vivre-ensemble à Madagascar en 2020

Tianamalala Raymond, Isabella : Miasa sa manompo mpampiasa ?



Publications des sortants

Y L T P & R J T

In: Elections et refondation, Agenda Madagasikara 2013, Friedrich-Ebert-Stiftung, Antananarivo, 2013

Andriambolatiana, Irina : Chrétiens et irrégularités électorales

Andriambolatiana, Irina : Refonder les partis politiques

Andrianirina, Mamy Auguste : Pourquoi und CENI à Madagascar?

Bernako, Minerva : Pour une justice saine et indépendante

Capitaine Rabearisoa, Mampionona : Forces Armées, professionnelles, moteur de développement

Malalaharisoa, Haingo Patricia : Une présidente oui, une reine non

Mbohoahy, Tsibara (Dr.) : Société civile et élections

Rabenandrasana, Zolalaina : Manoratra tantara i Madagasikara

Rafitoson, Ketakandriana : Fifidianana: miambina ny WYLD

Rafitoson, ketakandriana : Impunité et amnistie: le ver est déjà dans le fruit

Rafitoson, Ketakandriana : Les dix commandements

Raharisoamalala, Patricia : Olompirenena, Fifidianana

Rahelimanantsoa, Lucette R. : Aurions-nous toujours besoin d'une Cour Electorale Spéciale pour réaliser des élections démocratiques

Rahelimanantsoa, Lucette R. : Election et plus jamais de crise

Rahelimanantsoa, Lucette R. : Refondation de la république à travers la multilatéralisation des relations externes

Rajerison, Olivia : Premières élections démocratiques, Nous allons réussir

Rakotoarimanana, Masoandro A. ; Rakotozafiniaina, Stéphano C. : Relève dans les partis politiques

Rakotoarimanana Masoandro A. ; Rakotozafiniaina Stéphano C. ; Rakotondrajaona Jean Xavier ; Solofomanana, Jimmy ; Fidinavivo, Thémis François ; Rabenandrasana, Zolalaina : Code de conduite du Président de la République

Rakotoarimanana Masoandro A. ; Rakotozafiniaina Stéphano C. ; Rakotondrajaona Jean Xavier ; Solofomanana, Jimmy ; Fidinavivo, Thémis François ; Rabenandrasana, Zolalaina : Code des partis politiques

Rakotoarimanana, Masoandro A. : Président de la République: Politique et/ou entrepreneur?

Rakotoarison, Mirana Sandrine : Lern for ourselves

Rakotomanana, Andrianaivo Régis : Refondation économique

Rakotondraibe, Rova Mickaëla : Pourquoi passer par des élections

Rakotondrajaona, Xavier : Les défis du nouveau Président

Rakotonjanahary, Niaina : Refonder les institutions ne suffit pas

Rakotozafiniaina, Stéphane Carly : Pourquoi voter ?

Rakotozafiniaina, Stéphane Carly : Se faire une place. Témoignages

Ralambomahay, Toavina : 2011, Préférez la justice à la realpolitik

Ralambomahay, Toavina : La démocratie, l'enjeu du taux de participation à Madagascar

Ralambomahay, Toavina : Les fondements politiques des accords économiques

Ramamenosoa, Njato : Tsy ampy ny mahatanora

Ramananjahary, Reine A. : Refonder la société civile

Ramonjisoa, Christiane : Nouveau président, nouvelle culture

Randrianariso, Amédée : Candidat indépen-



dant : non, merci

Randrianarisoa, Amédée : Electricité comme de propagande

Raolona, Heritahiana : Coaching inter-génération à Madagascar, les jeunes en ont t-ils besoin?

Ratovoson, Mamy Ny Aina : My ideal president

Ravalomanda, Andry : Refonte de la République, démocratie, primauté du droit

Ravonimanantsoa Ndaohialy Manda : Pour une normalisation démocratique

Razafindranaivo, Hervé : De la propagande aux débats

Tokiniaina, Elibin : Si tu veux gagner les élections , change le monde de scrutin!

Velotrasina, Ludonie : L'urgence d'une médiation socioculturelle pour la refondation nationale

Velotrasina, Ludonie : La culture

Velotrasina, Ludonie : refondation, je suis citoyenne

Publications des sortants

Y L T P & R J T

**In : Manorina sy Manamafy foto-
tra – Construire et Consolider
– Building and Strengthening,
Agenda Madagasikara 2014, Frie-
drich-Ebert-Stiftung, Antanana-
rivo, 2014**

Andriamarofara, Rado : Un peuple n'a que le gouvernement qu'il mérite

Andriamasy, Randrasoa Marie Estelle : Construire une base de croissance solide et durable

Andriamasy, Randrasoa Marie Estelle : Fa inona no mbola andrasana ?

Andriamasy, Randrasoa Marie Estelle : Favoriser le changement de comportement.

Réformer le système éducatif.

Andriamasy, Randrasoa Marie Estelle : Madagascar : Pays en éternel reconstruction et recommencement

Andriamasy, Randrasoa Marie Estelle : Réformer le système éducatif malgache. Des recommandations.

Andriantsalama, Nirina Robertine : Nous femmes Malgaches, sommes-nous prêtes à être femmes et citoyennes ?

Andriantsalama, Nirina Robertine : Nous, Femmes, Sujets politiques et Citoyennes

Dr. Mbohoahy, Tsibara : Consolidation à travers la valorisation électorale des structures décentralisées

Hobaya, Ravoana Fawzia Christine : Bâtir et construire le pays. L'objectif de tout un peuple.

Liberty 32 : Ny didy folon'ny mpanao politika sy ny mpitondra fanjakana mendrika

Mbohira, Tolojanahary Josoa: What Future for Madagascar's Environment ?

Noromanana, Lalaharivony : Eduquer nos enfants en dehors de l'école

Noromanana, Lalaharivony : S'informer et informer les autres pour agir ensemble

Rabarihoela, Liva : Why does Madagascar need a new Diplomacy ?

Rabarisoa, Andry : CAEED : Agir pour la mise en place d'un Etat de droit à Madagascar

Rabary-Rakotondravony, Lova : Consolidation. Rôle de l'Eglise.

Rabary-Rakotondravony, Lova : La religion peut-elle être liée à l'exercice du pouvoir ?

Rabearisoa, Mampionona Arizay Victorien : Chef Suprême des Forces Armées. Militarisation étatique. Politisation de l'Armée.

Rabearisoa, Mampionona Arizay Victorien : Réformes des Forces Armées Malagasy. Consolidation de la démocratie.

Rafitoson, Ketakandriana : Construire et consolider. Des défis de taille à relever.

Raharimalala, Hanitriniony : IVème République. Une reconstruction difficile à croire

mais possible.

Rajaonarison, Njaka : Promotion de la culture entrepreneuriale et des petites entreprises pour la relance économique

Rajerison, Olivia : Après les élections. Consolider.

Rajerison, Olivia : La légitimité internationale

Rakotoarivelo, Zo Havana : Apprendre du passé.

Rakotoarivelo, Zo Havana : Capitaliser les acquis. Tendre vers le meilleur.

Rakotomanana, Andrianaivo Régis : New Deal in Madagasikara ?

Rakotomanga, Domoïna : Le développement à la « mal-gache ».

Rakotondrajaona, Jean Xavier : Consolider pour ne plus revenir à la case de départ.

Ralalarivony, Christophe : Ny fianarana no harena vs. Ny fanahy no maha-olona

Ralalarivony, Christophe : Ray aman-dReny et l'éducation des enfants. Ny hazo no vanon-ko lakana, ny tany naniriany no tsara.

Ralambomahay, Toavina : Consolider une nouvelle culture et pratique politique. Faire campagne autrement.

Ralambomahay, Toavina : Le Leader de l'opposition à Maurice

Ralambomahay, Toavina : Les 30 à 40 ans au pouvoir. Que consolider ?

Ramaroson, Léa Arilala : BASIC REQUIREMENTS FOR MADAGASCAR'S REAL DEVELOPMENT

Randriamanantena, Lanto RATSIDA : Fihavanana, népotisme et vote

Randriamaniraka, Michael : Vérité et réconciliation pour construire et consolider sur le long terme

Randrianarisoa, Amédée Mamy Tiana : «Energies durables pour tous ? » Utopie ou réalité ?

Randrianarisoa, Amédée Mamy Tiana : Hahazo tombony ny rehetra amin'ny fampiasana ny loharanon'angovo maharitra eto Madagasikara ? Inona no dingana efa vita?

Inona no tokony hatao ?

Randrianomana, Olivier : Natao ho an'ny tsy mahay ve ny tontolo ambanivohitra ?

Randrianomana, Olivier : Rafi-pampianarana mampivoatra ny tontolo ambanivohitra

Raoto, Andriamanambe : Les médias : socle démocratique de la société

Rasamoelina, Harisoa : Mampahomby ny fifampitondrana sy mampandroso ve ny fampiasana ny maha-Raiamandreny eo amin'ny sehatra politika ?

Rasamoelina, Harisoa : Olom-pirenena tompon'andraikitra fa tsy Zanaka ho tolaram-potsiny

Rasamoelina, Harisoa : Tsy Raiamandreny ny Filoha.

Razafindrianiaina, Anja Elia : Gender inequality in Madagascar

Razafy, Abraham : Droit des journalistes. Réformes et Consolidation.

Razanajatovo, Tianalisoa Lauriane : The Private Sector, an Engine of Development.

Razanamaria, Léa Arilala : Planifier. Reconstruire. Consolider.

Razarasoa, Sylasy : Ny fokonolona: fototry ny foko sady fototry ny olona.



A propos de l'auteur

Toavina Ralambomahay, sortant du YLTP (Youth Leadership Training Program), promotion 2006, consultant, correspondant de l'Académie malgache. Auteur de « Madagascar dans une crise interminable », éd. L'Harmattan.

Coordination : J.-A. Raveloson

Impressum

Friedrich-Ebert-Stiftung
Madagascar
Immeuble Prestige, 1er Etage
Lot II M 91 Ter D
Antsahabe, Antsakaviro
B.P. 3185
Antananarivo 101
Madagascar

Responsable:

J.-A. Raveloson
Représentant-National de la Friedrich-Ebert-Stiftung

fon: (261 20) 22 344 24

Fax: (261 20) 22 257 31

e-mail: info@fes-madagascar.org

<http://www.fes-madagascar.org>